

«Les 100 000 lits fermés nous manquent aujourd'hui...»



CAMILLE BAUER Christophe Prudhomme Porte-parole de l'Association des urgentistes de France Patrick Nussbaum

ENTRETIEN Pour ce responsable de laCGT-Santé, l'épidémie révèle les carences d'un système étranglé par les coupes budgétaires et inadapté aux besoins d'une population vieillissante.

Pourquoi le système de santé est mis à mal par cette épidémie de grippe ?

CHRISTOPHE PRUDHOMME Notre système est tellement dégradé qu'il n'est plus capable de répondre à une banale épidémie de grippe. Il n'y a plus assez de médecins généralistes, plus assez de lits d'hôpitaux. La ministre dit que ces derniers sont en nombre suffisant. Elle se moque du monde ! Nous en avons fermé 100 000 ces dernières années. Ils nous manquent aujourd'hui. Par ailleurs, le personnel dans les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes est insuffisant. À titre d'exemple, le taux d'encadrement en Allemagne est deux fois plus élevé. Alors, forcément, quand une personne âgée a un problème, on est obligé de l'envoyer aux urgences.

Quelles sont les conséquences à court terme de cette épidémie ?

CHRISTOPHE PRUDHOMME. Sous la pression, un grand nombre d'hôpitaux ont déprogrammé des hospitalisations prévues. Cela a forcément des conséquences sur la santé des patients. Par ailleurs, les malades de la grippe sont parfois accueillis dans des conditions ne permettant pas de les soigner correctement. Une part de la surmortalité liée à cette épidémie serait évitable si on pouvait hospitaliser rapidement les patients les plus fragiles dans des lits adaptés au lieu de les laisser des heures sur des brancards dans des couloirs plein de courants d'air. On est dans une situation inacceptable pour un pays riche qui se targuait, il y a une quinzaine d'années, d'avoir le meilleur système de santé au monde.

Quelles sont les conséquences pour le personnel ?

CHRISTOPHE PRUDHOMME. Les gens n'en peuvent plus. On sort de presque deux ans de tension permanente. On a eu les attentats, l'épidémie de grippe l'hiver dernier, la coupe d'Europe de foot, quelques jours de chaleur cet été durant lesquels on était déjà en difficulté. Et voilà que, très précocement et en pleine période de fêtes, arrive cette épidémie. Il y a un ras-le-bol, une colère monstre. Des médecins urgentistes démissionnent et on risque demain de ne même plus pouvoir ouvrir certains services d'urgence faute de médecins.

Quelles sont les solutions ?

CHRISTOPHE PRUDHOMME. Il faut former beaucoup plus de médecins, surtout des généralistes, et réguler leur installation dans le territoire. La pratique individuelle de la médecine libérale ne correspond plus ni aux besoins ni aux aspirations des jeunes. On a besoin de centres de santé avec des médecins salariés qui ne s'occupent pas de gestion. Il faut aussi rouvrir les hôpitaux de proximité, arrêter de fermer des lits. L'hôpital doit s'adapter aux besoins du XXI^e siècle qui sont ceux d'une population vieillissante parmi laquelle se développent des pathologies chroniques. Cela implique la possibilité de séjours à l'hôpital que n'offrent pas le toutambulatoire et la médecine technicienne qu'on nous vante. Il faut sortir de la logique de la santé business et revenir sur l'idée que l'État ne doit assurer qu'un service minimum de la santé.

LA FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE APPELLE À REFONDER LE SYSTÈME DE SANTÉ

La Fédération hospitalière de France (FHF), qui regroupe l'ensemble des établissements publics de santé, a appelé jeudi à tirer les enseignements de la crise. Elle souligne que l'ampleur prise par l'épidémie de grippe révèle un défaut d'anticipation mais aussi « les limites de la politique de suppression de lits et d'économies au rabot ». Les hôpitaux publics ont été contraints, ces dernières années, de réduire massivement ce nombre de lits, déplore la FHF, qui rappelle que « l'objectif cible du plan triennal » était de 16000 suppressions. Au-delà de la nécessité d'améliorer la couverture vaccinale, elle estime que l'amélioration du lien entre médecine de ville et hôpital est indispensable pour mieux faire face à ce type de crise. Elle souhaite aussi une nouvelle régulation qui permette de répartir les contraintes entre acteurs publics ou privés.